



1C avenue des Frères Lumière – CS 78242 – 69372 Lyon cedex 08

**Service d'Action Culturelle et Sociale**

## **ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES**

# **MARCHÉ UJM 2025-36**

## **FOURNITURE ET LIVRAISON DE CADEAUX PHYSIQUES**

### **RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)**

**DATE LIMITE DE REMISE DES OFFRES : LE MARDI 01/07/2025 À 12H.**

# SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1 : ACHETEUR PUBLIC .....</b>	<b>3</b>
1-1 Identification du pouvoir adjudicateur.....	3
1-2 Nom et adresse officiels de l'acheteur public .....	3
1-3 Type d'acheteur public .....	3
<b>ARTICLE 2 : CARACTÉRISTIQUES DE LA CONSULTATION .....</b>	<b>3</b>
2-1 Objet de la consultation.....	3
2-2 Calendrier prévisionnel de la procédure .....	4
2-3 Procédure de passation .....	4
2-4 Forme du marché .....	4
2-5 Quantité du marché .....	4
2-6 Mode de dévolution du marché .....	4
2-7 Nomenclature CPV .....	4
2-8 Lieux d'exécution.....	4
2-9 Variantes.....	5
2-10 Variante obligatoire (ex prestation supplémentaire éventuelle) .....	5
<b>ARTICLE 3 : RENSEIGNEMENTS D'ORDRE JURIDIQUE, ÉCONOMIQUE ET FINANCIER .....</b>	<b>5</b>
3-1 Modalités de financement et de paiement.....	5
3-2 Garantie financière .....	5
3-3 Type de groupement .....	5
<b>ARTICLE 4 : CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES.....</b>	<b>6</b>
4-1 Délai de validité des offres.....	6
4-2 Clause de réexamen .....	6
<b>ARTICLE 5 : PRÉSENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES .....</b>	<b>7</b>
5-1 Pièces de la candidature.....	7
5-2 Pièces de l'offre .....	7
5-3 Langue et monnaie .....	8
<b>ARTICLE 6 : MODALITÉS D'ENVOI ET DE REMISE DES OFFRES .....</b>	<b>8</b>
6-1 Transmission du pli par voie électronique sur la Plateforme des Achats de l'État (PLACE) .....	8
6-2 Certificat de signature électronique.....	8
6-3 Antivirus .....	9
6-4 Transmission de la copie de sauvegarde.....	9
<b>ARTICLE 7 : SÉLECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES.....</b>	<b>10</b>
7-1 Sélection de l'offre économiquement la plus avantageuse .....	10
<b>ARTICLE 8 : RENSEIGNEMENTS .....</b>	<b>10</b>

## ARTICLE 1 : ACHETEUR PUBLIC

### 1-1 Identification du pouvoir adjudicateur

- Personne publique contractante :

**L'Université Jean Moulin Lyon 3.**

- Représentant du pouvoir adjudicateur, en vertu de l'article L.712-2 du Code de l'Education (loi du 10 août 2007), et de l'article 5 des statuts de l'Université Jean Moulin Lyon 3 adoptés en Conseil d'Administration du 6 juillet 2015 par délibération n° D2015-07-10-Ins :

**Le Président de l'Université.**

- Personne habilitée à recevoir les documents devant être adressés au pouvoir adjudicateur :

**La Directrice des Affaires Financières et des Achats – DGSA-DAFA  
ou La Responsable du Service des Achats**

- Comptable assignataire des paiements :

**L'Agent Comptable de l'Université.**

- Service prescripteur :

**Le Service d'Action Culturelle et Sociale (SACSO)**

### 1-2 Nom et adresse officiels de l'acheteur public

Université Jean Moulin Lyon 3  
1C Avenue des Frères Lumière CS 78242  
69372 Lyon cedex 08

### 1-3 Type d'acheteur public

Établissement Public à caractère Scientifique, Culturel et Professionnel (EPSCP).

## ARTICLE 2 : CARACTÉRISTIQUES DE LA CONSULTATION

### 2-1 Objet de la consultation

Le projet de marché a pour objet la fourniture et la livraison de jouets et cadeaux de Noël physiques pour les enfants des personnels de l'Université Jean Moulin Lyon 3.

La fourniture inclut les cadeaux à destination des enfants de 0 à 12 ans, ainsi que les sacs d'emballage.

Les catalogues proposés dans le cadre de l'offre du titulaire devront prévoir, à minima, par tranche d'âge, quatre alternatives de cadeau.

Le présent marché porte sur la fourniture d'un présent unique par enfant. L'offre du titulaire ne pourra donc pas inclure des compositions constituées de plusieurs articles distincts.

À titre informatif, pour l'année 2024, le nombre d'enfant était de 597, répartis en fonctions des tranches d'âges suivantes :

- 0/2 ans : 90 enfants ;
- 3/5 ans : 130 enfants ;
- 6/8 ans : 168 enfants ;
- 9/12 ans : 209 enfants.

## 2-2 Calendrier prévisionnel de la procédure

- **Publication du marché sur PLACE** : Le vendredi 06 juin 2025
- **Date limite de remise des offres** : le mardi 01 juillet 2025 à 12h
- **Notification prévisionnelle du marché** : le mercredi 19 août 2025
- **Début d'exécution du marché** : à la date de notification

## 2-3 Procédure de passation

Le présent marché est un **marché à procédure adaptée** avec possibilité de négociation en application de l'article L. 2123-1 du code de la commande publique, **dans la limite du seuil de 140 000 € HT**.

L'acheteur se réserve le droit d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation.

## 2-4 Forme du marché

Le présent marché est un **accord-cadre mono-attributaire en application de l'article L. 2125-1 du code de la commande publique et exécuté au moyen de bons de commandes** en application des articles R.2162-2, R.2162-13 et 14 du code de la commande publique.

## 2-5 Quantité du marché

Les candidats sont invités à fournir leur offre tarifaire en complétant les annexes 2A et 2B de l'acte d'engagement concerné, sur la base des éléments indiqués dans les documents de la consultation.

Le présent marché est un accord-cadre mono-attributaire exécuté au moyen de bons de commandes sans montant minimum et avec un maximum de 140 000 € HT pour la durée de l'accord-cadre.

## 2-6 Mode de dévolution du marché

Les prestations relatives au présent marché sont divisées en quatre lots, correspondant à quatre tranches d'âge différentes :

- Lot 1 : Cadeaux à destination des enfants de 0 à 2 ans ;
- Lot 2 : Cadeaux à destination des enfants de 3 à 5 ans ;
- Lot 3 : Cadeaux à destination des enfants de 6 à 8 ans ;
- Lot 4 : Cadeaux à destination des enfants de 9 à 12 ans.

## 2-7 Nomenclature CPV

37520000 : Jouets

## 2-8 Lieux d'exécution

L'université Jean Moulin Lyon 3 dispose de 3 campus universitaires situés au cœur de Lyon et à Bourg-en-Bresse. Les fournitures sont à livrer à l'adresse suivante :

- Manufacture des Tabacs - 1 avenue des Frères Lumière, 69008 Lyon ;

## **2-9 Variantes**

Les variantes ne sont pas autorisées dans le cadre de cette consultation.

## **2-10 Variante obligatoire (ex prestation supplémentaire éventuelle)**

Sans objet.

# **ARTICLE 3 : RENSEIGNEMENTS D'ORDRE JURIDIQUE, ÉCONOMIQUE ET FINANCIER**

## **3-1 Modalités de financement et de paiement**

Les prestations seront financées selon les modalités suivantes : Ressources propres de l'établissement.

Le mode de règlement choisi par la personne publique est le virement par mandat administratif.

Les sommes dues seront réglées dans les 30 jours suivant la date de réception de la facture, sous réserve de la conformité de la facture aux dispositions énoncées ci-dessus et à la réalisation de la prestation.

Le règlement est effectué par virement au compte ouvert au nom du titulaire à partir de son RIB ou RIP original.

Le délai maximum de paiement ne peut être supérieur à 30 jours. En cas de dépassement de ce délai contractuel, le taux des intérêts moratoires applicable est le taux BCE en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de huit points.

Par ailleurs, une indemnité forfaitaire de quarante euros (40 €) sera due de plein droit et sans autre formalité, c'est-à-dire sans que le bénéficiaire soit tenu de la demander, à compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement.

## **3-2 Garantie financière**

Sans objet.

## **3-3 Type de groupement**

En cas de groupement, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement conjoint avec mandataire solidaire en application de l'article R. 2142- 20 du code de la commande publique.

En application de l'article R. 2142-21 du code de la commande publique, il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- En qualité de membres de plusieurs groupements.

Pour mémoire, une même personne ne peut représenter plus d'un candidat pour un même marché (article R. 2142-23 du code de la commande publique).

**Le candidat se présentant en groupement conjoint avec paiement à chacun des cotraitants devra joindre les RIB de chacun des cotraitants et un tableau de répartition des paiements.**

Le mandataire est seul habilité à présenter au pouvoir adjudicateur la demande de paiement, et à formuler ou transmettre les réclamations des membres du groupement.

## ARTICLE 4 : CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

Le dossier de consultation remis aux candidats comprend les pièces particulières suivantes :

- **Les actes d'engagement (AE)** et leurs **quatre annexes** :
  - Annexe 1 : Procédure de suivi du marché – fiche fournisseur ;
  - Annexe 2 : Proposition financière ;
  - Annexe 3 : Note technique ;
  - Annexe 4 : Note environnementale.
- Le **cahier des clauses particulières (CCP)**.
- Le présent **règlement de la consultation (RC)**.

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, soit le mois de **juillet (mois de remise des offres)**.

Nota : Les pièces générales sont contractuelles bien qu'elles ne soient pas matériellement annexées au dossier du marché.

Le code de la commande publique et le CCAG-FCS, non joints au dossier, sont réputés connus des candidats.

Le cahier des clauses générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services (**CCAG-FCS**) ainsi que le code de la commande publique sont consultables et téléchargeables sur le site suivant : <http://www.economie.gouv.fr/daj/marches-publics>, rubrique Les textes.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

Toute clause portée dans les documentations et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives du marché est réputée non écrite. Les conditions générales de vente des titulaires sont concernées par cette disposition.

Toute offre incomplète sera écartée.

L'acheteur se réserve le droit d'apporter, au plus tard une semaine avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet. Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

### 4-1 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **trois mois** à compter de la date limite de remise des offres, prévue au **mardi 01 juillet 2025 à 12h**.

### 4-2 Clause de réexamen

Cf. l'article 1.8 *Clauses de réexamen* du CCP.

## ARTICLE 5 : PRÉSENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

### 5-1 Pièces de la candidature

Afin de justifier de ses qualités et capacités professionnelles, techniques et financières, chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes, datées et signées par le représentant qualifié de l'entreprise :

- La lettre de candidature (**DC1**) ou équivalent ;
- La déclaration du candidat (**DC2**) ou équivalent ;
- Tous les éléments (équipement technique – moyens (nombre et qualification) en personnel et en matériel) et références prouvant les compétences du candidat dans le domaine concerné par le présent marché. Les candidats devront en particulier clairement indiquer leurs principales références datées et avec montants correspondants dans le domaine de la consultation (ces références devront dater de moins de 3 ans) ;
- Une attestation d'assurance de responsabilité civile ;
- Une attestation de fourniture des déclarations sociales et des paiements des cotisations et contributions sociales délivrées par l'URSSAF
- Un extrait Kbis ou extrait d'immatriculation au répertoire des métiers ;
- Un RIB ;
- Une **note précisant la présentation de l'entreprise et de ses activités**.

Les documents DC1 et DC2 sont disponibles gratuitement sur le site suivant :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat> , rubrique Les formulaires.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Le titulaire s'engage à fournir **tous les 6 mois** à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévue à l'article D. 8222-5 ou D. 8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par l'Université Jean Moulin Lyon 3, à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com>

**NOTA** : Avant de procéder à l'examen des candidatures, si l'acheteur constate que des pièces visées ci-dessus sont manquantes ou incomplètes, une demande sera envoyée à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces **dans un délai qui ne pourra excéder deux jours**. Les autres candidats qui ont la possibilité de compléter leur candidature, en seront informés dans le même délai.

Conformément à l'article R. 2143-4, l'acheteur accepte que le candidat présente sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (**DUME**).

### 5-2 Pièces de l'offre

Le dossier de consultation contient les pièces particulières et les pièces générales mentionnées à l'article 4 du présent document, dont les exemplaires conservés dans les archives de l'Université, font seules foi.

Éventuellement, l'offre peut être complétée par d'autres documents contractuels datés et signés par la personne ayant pouvoir d'engager l'entreprise.

Seules seront examinées les candidatures reçues avant la date limite fixée pour leur réception, notamment en application des articles R. 2142-1 à 2 et R. 2142-5 à 14 et R. 2142-25 (conditions de

participation), R. 2142-19 à 24, R. 2142-26 à 27 et R. 2151-7 (groupement d'opérateurs économiques), R. 2142-3 et 4, R. 2143-3 et 16 (présentation des candidatures) du code de la commande publique.

### 5-3 Langue et monnaie

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en **langue française**. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Les offres devront être faites en **euros**.

## ARTICLE 6 : MODALITÉS D'ENVOI ET DE REMISE DES OFFRES

Date limite de remise des offres : **Le mardi 01 juillet 2025 à 12h00.**

### 6-1 Transmission du pli par voie électronique sur la Plateforme des Achats de l'État (PLACE)

La transmission des plis s'effectue sur la plateforme PLACE à l'adresse suivante : [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr) (référence du marché **UJM 2025-36**).

Ce site est libre d'accès pour les entreprises inscrites et permet les échanges des documents dans le cadre de la consultation. Les soumissionnaires auront la possibilité de consulter les avis publiés sur le site, de retirer le DCE dans son intégralité, de poser des questions sur le DCE, de répondre par voie électronique, et éventuellement d'être tenus informés des rejets.

Le soumissionnaire devra se référer aux prérequis techniques et aux conditions générales d'utilisation, disponibles sur le site aux rubriques « Aide » et « Se préparer » à répondre. Un guide d'utilisation de la salle des marchés « *Guide d'utilisation à destination des opérateurs économiques* » est disponible sur ce site afin de faciliter le maniement de la plate-forme, ainsi qu'une rubrique « *Foire Aux Questions* », dans la rubrique Aide.

La liste exhaustive des formats autorisés pour la transmission électronique des plis est la suivante : .zip (Winzip), .pdf (Acrobat Reader), .doc et .docx (Word), .xls et .xlsx (Excel) et .ppt (Powerpoint).

Les soumissionnaires sont invités à :

- ne pas utiliser certains formats, notamment les « exe »,
- ne pas utiliser certains outils, notamment les « macros »,
- faire en sorte que leur candidature et/ou leur offre n'atteigne pas un volume excessif.

Les tarifs parviendront exclusivement au format .xls ou .xlsx et le cadre de réponse au format .doc ou .docx ou .xls ou .xlsx. Le candidat est invité à ne pas utiliser de macro-instructions dans les documents transmis.

La transmission des candidatures et des offres fait l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique de la part de la personne publique.

Le marché est susceptible d'être de nouveau matérialisé en cas d'impossibilité pour le pouvoir adjudicateur de procéder à la signature électronique. Dans ce cas, l'acte d'engagement sera signé par les titulaires du marché et par le pouvoir adjudicateur, sous la forme papier.

### 6-2 Certificat de signature électronique

La transmission des candidatures et des offres par voie électronique s'effectue dans les conditions définies par les articles R. 2132-2, R. 2132-4 à 6 et R. 2162-35 et 36 du code de la commande publique. Ainsi les candidatures et les offres transmises par voie électronique doivent être envoyées dans des conditions qui permettent d'authentifier la signature du candidat.

Pour répondre à la présente consultation, les certificats de signature électronique acceptés sont d'une qualité de sécurité de niveau 2 minimum. En conséquence, les certificats PRIS V1 ne sont plus acceptés



à compter du 19 mai 2013. Il est recommandé d'avoir recours aux certificats référencés par le ministère des finances (liste consultable sur le site : <http://www.economie.gouv.fr/> ).

La liste de confiance française (Trust-service Status List – TSL), ainsi que d'autres informations liées au RGS sont disponibles sur le site suivant : <https://www.numerique.gouv.fr/publications/referentiel-general-de-securite/>

Les formats de signature de référence acceptés sont PAdES, CAdES, XAdES (cf. article 3 de l'arrêté du 15/06/2012).

Dans le cas de candidatures groupées, le mandataire assure la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement.

Il est rappelé aux candidats que, conformément aux dispositions réglementaires des marchés publics, l'acte d'engagement doit impérativement être signé électroniquement de manière individuelle. Ainsi, une offre dont seul le dossier zip est signé électroniquement n'a aucune valeur juridique. En outre, il est rappelé qu'une signature manuscrite scannée n'a pas d'autre valeur que celle d'une copie et ne peut donc pas remplacer la signature électronique.

### 6-3 Antivirus

Les soumissionnaires s'assureront avant la constitution de leur pli que les fichiers transmis ne comportent pas de virus. Tout fichier constitutif de la candidature ou de l'offre devra être traité préalablement par le soumissionnaire par un anti-virus. En effet, conformément à la réglementation, la réception de tout fichier contenant un virus entraîne l'irrecevabilité de la candidature ou de l'offre.

Tout document électronique envoyé par un candidat dans lequel un virus informatique est détecté par l'acheteur peut faire l'objet d'un archivage de sécurité sans lecture dudit document. Ce document est dès lors réputé n'avoir jamais été reçu et le candidat en est informé. La version de l'anti-virus utilisée lors de l'ouverture des plis par l'est la suivante : *Microsoft System Center Endpoint Protection 2.2.903.0*.

### 6-4 Transmission de la copie de sauvegarde

En application de l'article R 2132-11 du code de la commande publique relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics formalisés, le candidat peut effectuer à la fois une transmission électronique de sa candidature et de son offre, et à titre de **copie de sauvegarde**, une transmission sur support papier ou par courriel, dans les délais impartis pour la remise des candidatures et des offres.

Dans le cas d'une transmission sur support papier, cette copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible « **copie de sauvegarde, Marché UJM 2025-36** » et être envoyée à l'adresse suivante : Service des Achats – DAFA – 1 C avenue des Frères Lumière CS 78 242 - 69372 LYON cedex 08.

Le cas échéant, le **courriel** devra mentionner dans son objet « **copie de sauvegarde du Marché UJM 2025-36** » et être adressé à l'adresse mail suivante : [achats@univ-lyon3.fr](mailto:achats@univ-lyon3.fr).

## ARTICLE 7 : SÉLECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES

### 7-1 Sélection de l'offre économiquement la plus avantageuse

L'appréciation de l'offre économiquement la plus avantageuse s'opère conformément aux dispositions des articles L. 2152-7 et L. 2152-8 du code de la commande publique en fonction des **critères pondérés** suivants :

1. **Prix global de la prestation : 30 %** (cf. annexes 2 de l'AE concerné)
  - Détail Quantitatif Estimatif : 20 % ;
  - Taux de remise proposé sur le catalogue par famille de jouets : 10 % ;
2. **Qualité technique de l'offre : 55 %** (cf. annexe 3 de l'AE concerné), décomposés comme suit :
  - Qualité des gammes de jouets proposés : 15 % ;
  - Étendue du catalogue transmis : 15 % ;
  - Méthodologie du processus de commande en ligne par les bénéficiaires : 15 % ;
  - Modalités de livraisons (internes ou via prestataire) : 10 % ;
3. **Qualité environnementale de l'offre : 15 %** (cf. annexe 4 de l'AE concerné) :
  - Logistique : modalités d'emballage et de livraisons des marchandises sur un plan environnemental et descriptif de la flotte véhicule : 10 % ;
  - Conception des produits : origine géographique, certifications d'obtention des labels/écolabels avec les fiches techniques : 5 %.

Le jugement des offres donnera lieu à un classement conformément à l'article L. 2152-7 du code de la commande publique.

L'offre la mieux classée sera retenue à titre provisoire dans l'attente de la production des certificats prévus à l'article R. 2143-7 du code de la commande publique.

Dans le cas où ce candidat ne produirait pas dans les délais prévus les certificats demandés, le pouvoir adjudicateur présentera la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

## ARTICLE 8 : RENSEIGNEMENTS

Pour obtenir des informations complémentaires sur cette consultation, les candidats devront adresser une demande via la plateforme **PLACE** au plus tard **quatre jours** avant la date limite de dépôt des offres.

En temps normal, une réponse est adressée aux candidats dans un délai raisonnable, soit trois jours ouvrés, à compter de la réception de la demande par l'Université.